

Nous sommes tous des " professeurs d'école "

Une fois n'est pas coutume (nous n'avons pas toujours été d'accord avec ses prises de positions notamment sous Allègre), nous prenons la liberté de reproduire un texte publié sur le blog de Philippe Meitneu écrit quelques jours avant le 20 novembre.

À la veille de la grève nationale du 20 novembre, nous savons déjà qu'elle va concerner un nombre extrêmement important d'enseignants du primaire... Il y aura probablement, comme toujours, une querelle de chiffres, mais elle ne trompera personne : jamais, depuis fort longtemps, les professeurs d'école n'ont été aussi mobilisés. Quiconque, aujourd'hui, prend la peine de regarder de près ce qui se passe dans nos écoles primaires peut le constater : le "ras le bol" est général, l'agacement a laissé la place à la colère, les revendications sur les moyens s'articulent sur le sentiment de vivre une véritable agression identitaire.

Qu'est-ce qui se passe en effet sous nos yeux ?

Les programmes de 2002, qui voulaient équilibrer découverte et formalisation, projet culturel et exercices d'entraînement, ont été abandonnés et remplacés à la va-vite par des programmes qui réduisent gravement le samedi matin et l'allongement des journées de travail pour les élèves les plus en difficulté... Dans la foulée, les Réseaux d'Aide Spécialisés aux Elèves en Difficulté (RASED) se trouvent remis en cause : puisque les enseignants "ordinaires" disposent d'heures spécialement dédiées à ces élèves, pourquoi maintenir les RASED ? On abandonne ainsi, au passage, l'inspiration fondatrice des RASED : "différencier sans exclure", apporter des aides spécifiques aux élèves qui en ont besoin sans les stigmatiser... En même temps, les attaques contre l'école maternelle pleuvent et, alors que l'Europe se tourne vers la France qu'elle considère en avance dans ce domaine, notre pays fait marche arrière : reculer massif de la scolarisation à deux ans et même, mécaniquement, à trois ans (dans la mesure où, parfois, l'on n'inscrit plus en maternelle les que les élèves qui ont trois ans à la rentrée) ; remise en question des modèles pédagogiques de l'école maternelle, pourtant solide-ment ancrés dans une tradition et étayés par la recherche ; suspension d'entretien sur les surcoûts d'une école qui, en réalité, n'est pas plus chère que des systèmes de garde aux ambitions éducatives bien moins grandes ; mépris affichés pour des enseignants et enseignants-estratégies individuelles au détriment de la confiance dans le service public en tant que tel... Le libéralisme mobilise ainsi la technocratie pour réduire notre École à un grand supermarché scolaire. Il multiplie les évaluations, pilote "par les résultats", diffuse des "tableaux de bord " en prétendant la nécessaire transparence d'un système qui, en réalité, est nié dans ses fondements mêmes : au lieu d'un État qui s'engage pour garantir, la qualité du service public, nous voyons un État qui se contente de garantir l'existence des évaluations... par ailleurs terriblement réductrices à ce qui est strictement mesurable et quantifiable, au détriment d'une formation à long terme.... Il faudrait ajouter, à ce panorama, la suppression invraisemblable des IUFM et, donc, de la formation en alternance

C'est, en même temps, une attaque contre la pédagogie que l'école-primaire incarne : une pédagogie rigoureuse et exigeante, mais qui n'exclut pas, pour autant, l'attention aux difficultés de chacun et la construction du collectif. Cette attaque s'inscrit dans un contexte de libéralisation générale : on nous ressort, sous les ordres de la "modémisation", la vieille idée du 18ème siècle selon laquelle "les vices privés font les vertus publiques" et "la concurrence garantit la qualité" ! Cette attaque s'effectue en flattant tous les individualismes et en imposant, simultanément, une technocratie de plus en plus insupportable. Cette attaque se fait sur fond d'une confusion inadmissible entre "éducation d'un enfant" et "fabrication d'un objet". Elle vise, en réalité, un des fondements de la République, indispensable plus que jamais à notre démocratie : la formation d'un sujet, capable, parce qu'il s'inscrit dans un passé et se projette dans un futur, de "penser par lui-même", des enseignants du premier degré, parce qu'ils font corps avec le projet de la République, parce qu'ils incarnent ce que la droite au pouvoir déteste le plus, sont, aujourd'hui, attaqués de toutes parts et atteints dans leur identité même. Ils seront nombreux à le dire le 20 novembre et au-delà.

Nous assistons aujourd'hui à une attaque en règle contre l'école primaire.

On aimerait bien qu'ils soient rejoints par tous leurs collègues, par les parents et par tous les citoyens attachés à la justice sociale et à la mise en œuvre d'une éducation émancipatrice.

Directeur de la publication : Py Cuzon
Imp par nos soins n° de CPPAP 04905 S 05227

Nom :
Prénom :
Téléphone :
Mail :@.....

édudition 29

disposé le 26/11/08

Brest CTC

LA PRESSE DISTRIBUÉE

LA POSTE

SUD éducation

2, rue Amiral Nielly
29200 Brest

Union Syndicale

Solidaires

novembre 2008 numéro 84

Brest 2 Rue Amiral Nielly ☎ 02 98 05 12 93. **Quimper** 33 Av.de la Libération, ☎ 02 98 53 04 16, sud.education29@laposte.net
Permanence à Quimper et à Brest, les mardis et jeudis site : <http://sudeducation29.infini.fr/>

Après le succès de nos mobilisations, se réunir

Pour décider de la suite

Maintenant il va falloir...

- ☐ se battre contre la destruction de notre système éducatif et contre la disparition à terme de notre statut
- ☐ se battre contre les milliers de suppressions de postes
- ☐ se battre contre la liquidation des RASED, de la maternelle et des IUFM
- ☐ se battre contre le bac pro réduit à 3 ans
- ☐ se battre contre la remise en cause de notre droit de grève

... avant qu'il ne soit trop tard !

A Sud éducation nous proposons à tous les personnels de l'éducation et aux parents, de se réunir pour décider ensemble des suites à donner à notre mouvement et préparer ensemble la mobilisation du mercredi 10 décembre.

Rendez-vous le **mercredi 3 décembre à 17 heures**, au local de Sud éducation à Quimper

– au local de Sud éducation à Brest (port de commerce) et le **jeudi 4 décembre à 17h** à Morlaix (ancien lycée de Kernevez)

Les modalités de cette journée d'action sont encore à définir. tract disponible : <http://www.uneecole-votreavenir.org/>

19 octobre à Paris : 80 000 manifestants venus de toute la France.

20 novembre : 70 % de grévistes dans l'élémentaire, 40% dans le secondaire. Dans la rue, **220 000 manifestants** au niveau national, 5000 dans le Finistère, sur 8000 enseignants, c'est pas mal !

Ces mobilisations doivent être le déclencheur d'un véritable mouvement qui répond à la colère et au ras-le-bol des enseignants, un mouvement qui dépasse les clivages syndicaux, un mouvement interprofessionnel seul capable de faire plier le gouvernement.

Il est temps de sortir des stratégies perdantes du printemps dernier où les journées de grève se sont succédées sans aucune perspective de généralisation et qui n'ont finalement eu comme effet que d'épuiser les personnels mobilisés et décrédibiliser les revendications.

Le mercredi 10 décembre, à l'appel de syndicats, et de mouvements pédagogiques, mobilisons-nous pour lutter ensemble contre la politique éducative menée par ce gouvernement.

Les modalités de cette journée d'action sont encore à définir.

Lettre d'un instituteur à son inspecteur

"En conscience, je refuse d'obéir !"

Lettre adressée à Mr l'Inspecteur de l'Education Nationale de la 17ème circonscription de la Haute-Garonne.

.

Monsieur l'Inspecteur,

Je vous écris cette lettre car aujourd'hui, en conscience, je ne puis plus me

taire ! En conscience, je refuse d'obéir.

Depuis un an, au nom des indispensables réformes, un processus négatif de déconstruction de l'Éducation Nationale s'est engagé qui désespère de plus en plus d'enseignants. Dans la plus grande précipitation, sans aucun concertation digne de ce nom, au mépris de l'opinion des enseignants qui sont pourtant les " experts " du quotidien sur le terrain, les annonces médiatiques de " réformes " de l'école se succèdent, suscitant tantôt de l'inquiétude, tantôt de la colère, et surtout beaucoup de désenchantement et de découragement. La méthode est détestable. Elle témoigne de beaucoup de mépris et d'arrogance vis-à-vis de ceux qui sont les premiers concernés. La qualité d'une réforme se juge autant par son contenu que par la façon dont est elle est préparée, expliquée et mise en oeuvre.

L'Éducation Nationale n'est pas l'armée ! Il n'y a pas d'un côté ceux qui décident et d'un autre côté ceux qui exécutent ! L'homme de notre métier est aussi de faire œuvre de raison, de critique et de jugement.

Aujourd'hui, la coupe est pleine ! Le démantèlement pense et organisé de l'Éducation Nationale n'est plus à démontrer tant les mesures décidées et imposées par ce gouvernement l'attestent au grand jour : des milliers de suppressions de postes qui aggravent une situation d'enseignement déjà difficile, la diminution du volume horaire hebdomadaire, la préférence accordée à la semaine de 4 jours, pourtant dénoncée par tous les chrono-biologistes, l'alaoutissement des programmes scolaires malgré une rhétorique qui prétend le contraire, la suppression des IUFM, la disparition annoncée des RASED alors qu'aucun bilan de leur action n'a été réalisé, la réaffectation dans les classes des enseignants travaillant pour les associations complémentaires de l'école, ce qui mettra à bas grand nombre de projets éducatifs dont l'utilité n'est plus à démontrer, la mise en place d'une agence chargée du remplacement de vacataires, la création des EPEP où les parents et les enseignants seront minoritaires dans le Conseil d'Administration, la dévalorisation du métier d'enseignant dans les écoles maternelles et les menaces qui pèsent sur celles-ci, la liste est longue des renoncements, des coupes finalement des mauvaises affaires. L'objet de ma lettre est de vous informer que je ne participerai pas à ce démantèlement. En conscience, je refuse de me prêter par ma collaboration active ou mon silence complice à la déconstruction d'un système, certes imparfait, mais qui a vocation à éduquer et instruire, à transmettre tout autant un " art de vivre " qu'un " art de faire " qu'un élève, sans aucune distinction.

sans réagir.

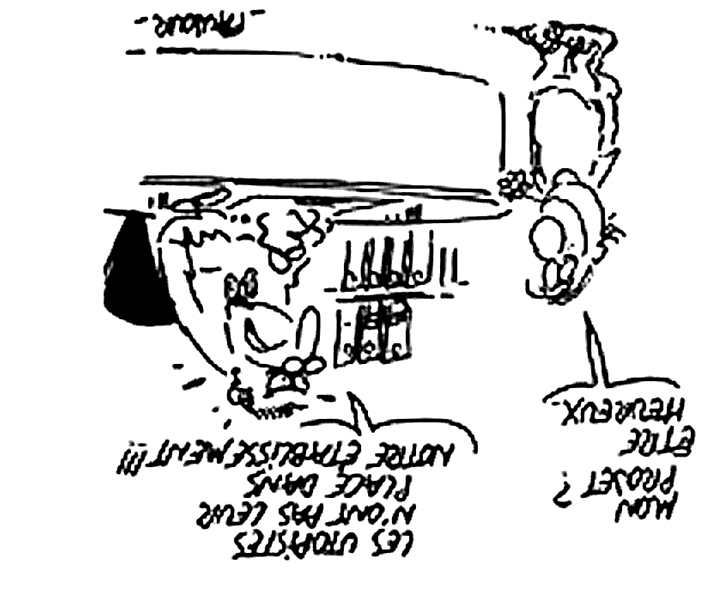
Le démantèlement des fondements de l'Éducation Nationale est un processus que je ne peux accepter

3. **La réduction du volume horaire de la semaine scolaire de 26h à 24h apporte des bouleversements tels dans l'organisation des écoles, qu'il faut aujourd'hui parler de désorganisation structurelle.** Le dispositif d'aide per-

sonnalisée pour " les élèves en difficulté " n'est qu'un prétexte démago-

ique pour permettre aux élèves de découvrir leur potentiel créatif et émotionnel au service du mieux vivre ensemble.

Et devant les errances de la modérité, le professeur n'a rien à rabattre de ses ambitions, bien au contraire.... Face à la dictature de l'immédiateté, il doit travailler sur la temporalité. Quand, partout, on exalte la pulsion, il doit permettre l'émergence du désir. Contre les rapports de force instiutés, il doit promouvoir la recherche de la vérité et du bien commun. Pour contrearrer la marchandisation de notre monde, il doit défendre le par-tage de la culture. Afin d'éviter la sélection par l'échec, il doit incarner l'exi-gence pour tous.



à travailler dans l'esprit des programmes de 2002.

pourquoi en conscience, j'ai décidé de ne pas les appliquer et de continuer sons, je considère que ces programmes sont totalement illégitimes. C'est présence d'un déni de démocratie et de pédagogie. Pour toutes ces raisons, je considère que ces programmes sont totalement illégitimes. C'est d'ailleurs sans aucune concertation digne de ce nom, nous sommes en s'avons toujours pas qui a élaboré et rédigé les programmes 2008, n'ont fait l'objet d'aucune évaluation sérieuse et que d'autre part nous ne dirons sur la progression des résultats chiffrés. C'est notre liberté pédago-gique qui est ainsi menacée. Dans la mesure où les programmes de 2002 enseignants seront évalués sur les progrès des acquis des élèves, c'est-à-dans une logique d'entreprise et de libéralisation de l'école. Désormais, les enseignants seront évalués sur les progrès des acquis des élèves, c'est-à-tout n'est pas quantifiable, ni même évaluable en termes d'acquisitions résultats " quantifiables, publiables et comparables " Or, " en éducation, chec scolaire. Ces programmes sont conçus pour pouvoir fournir des sation, va certainement enfoncer les élèves en difficulté et accentuer l'é-

Personne ne prend que la tâche est facile. Elle requiert détermination et inventivité. Changes, solidanté et travail en équipe. Elle exige du courage.

Et devant les errances de la modérité, le professeur n'a rien à rabattre de ses ambitions, bien au contraire.... Face à la dictature de l'immédiateté, il doit travailler sur la temporalité. Quand, partout, on exalte la pulsion, il doit permettre l'émergence du désir. Contre les rapports de force instiutés, il doit promouvoir la recherche de la vérité et du bien commun. Pour contrearrer la marchandisation de notre monde, il doit défendre le par-tage de la culture. Afin d'éviter la sélection par l'échec, il doit incarner l'exi-gence pour tous.

fé démocratique.

Et devant les errances de la modérité, le professeur n'a rien à rabattre de ses ambitions, bien au contraire.... Face à la dictature de l'immédiateté, il doit travailler sur la temporalité. Quand, partout, on exalte la pulsion, il doit permettre l'émergence du désir. Contre les rapports de force instiutés, il doit promouvoir la recherche de la vérité et du bien commun. Pour contrearrer la marchandisation de notre monde, il doit défendre le par-tage de la culture. Afin d'éviter la sélection par l'échec, il doit incarner l'exi-gence pour tous.

5. **La loi sur le service minimum d'accueil dans les écoles les jours de grève n'est pas autre chose qu'une loi de remise en question des modalités d'ap-plication du droit de grève.** Il est demandé aux enseignants de se déclarer gréviste 48h avant la grève afin que ce service minimum d'accueil puisse se mettre en place. Ce qui signifie clairement que les enseignants doivent collaborer à la remise en cause du droit de grève ! On ne saurait être plus cynique ! La commune de Colomiers ayant décidé de ne pas organiser ce service minimum d'accueil les jours de grève, il devient inutile de se déclara-

mer gréviste 48h avant la grève afin que ce service minimum d'accueil puisse

de transmettre des listes d'élèves pour les stages de remise à niveau.

4. **Les stages de remise à niveau pendant les vacances scolaires à destina-tion des élèves de CM1 et CM2 sont eux aussi des dispositifs scandaleux et démagogiques** destinés à caresser l'opinion publique dans le sens du poil. Mis en place sous le motif populiste qu'il est anormal que seuls les

riches puissent se payer des heures de soutien scolaire (dixit notre minist-re), ces stages dont certains ne seront pas animés par des enseignants, ne régleront en rien l'échec scolaire. Ils sont destinés à appâter les enseignants qui souhaitent effectuer des heures supplémentaires avec bonne cons-cience, alors que dans le même temps des milliers de postes sont suppri-més, aggravant ainsi les conditions de travail dans les écoles. Parce que je respecte profondément les élèves qui ont des difficultés et leurs parents et

demni-groupe, le mardi et le vendredi de 15h30 à 16h30, ceci avec l'accord

Pour centraliser les signatures, une seule adresse : **http://31.unuspp.fr/dsdp/**

encontre.

C'est la raison pour laquelle nous soutenons notre collègue et demandons qu'aucune sanction disciplinaire ne soit prise à son

de la profession.

La lettre entre profondément en résonance avec l'état d'esprt actuel

tidien.
comme l'expression de ce que nous subissons et ressentons au quo-

Réfalo ne doit pas être considérée comme un acte isolé mais bien Dans ce contexte, nous considérons que la prise de position d'Alain SDEN CGT, SE UNSA, SUD éducation

est une marque supplémentaire de mépris et suscite la colère. tion face aux revendications et mobilisations répétées des personnels aucune concertation, l'absence de réponse du ministre del'éduca-

La négation d'un véritable dialogue social, les décisions prises sans des élèves.
tion au détriment du cœur de notre métier : l'enseignement auprès mentaires, devons rendre de plus en plus de comptes à l'administra-

Dans les écoles, nous croulons sous les injonctions et tâches supplé-

professionnelle.
comme jamais. Nous nous sentons méprisés, niés dans notre de plus en plus dégradés, notre profession est mise à mal

postes considérables, obligée de travailler dans des conditions très mauvaise pente, confrontée à l'annonce de suppressions de

Soumise à une avalanche de réformes qui orientent l'école sur une collaboration à la remise en cause du droit de grève ! On ne saurait être plus cynique ! La commune de Colomiers ayant décidé de ne pas organiser ce service minimum d'accueil les jours de grève, il devient inutile de se déclara-

gréviste 48h avant la grève afin que ce service minimum d'accueil puisse

de transmettre des listes d'élèves pour les stages de remise à niveau.

5. **La loi sur le service minimum d'accueil dans les écoles les jours de grève n'est pas autre chose qu'une loi de remise en question des modalités d'ap-plication du droit de grève.** Il est demandé aux enseignants de se déclarer

gréviste 48h avant la grève afin que ce service minimum d'accueil puisse se mettre en place. Ce qui signifie clairement que les enseignants doivent collaborer à la remise en cause du droit de grève ! On ne saurait être plus cynique ! La commune de Colomiers ayant décidé de ne pas organiser ce service minimum d'accueil les jours de grève, il devient inutile de se déclara-

mer gréviste 48h avant la grève afin que ce service minimum d'accueil puisse se mettre en place. Ce qui signifie clairement que les enseignants doivent collaborer à la remise en cause du droit de grève ! On ne saurait être plus cynique ! La commune de Colomiers ayant décidé de ne pas organiser ce service minimum d'accueil les jours de grève, il devient inutile de se déclara-

gréviste 48h avant la grève afin que ce service minimum d'accueil puisse se mettre en place. Ce qui signifie clairement que les enseignants doivent collaborer à la remise en cause du droit de grève ! On ne saurait être plus cynique ! La commune de Colomiers ayant décidé de ne pas organiser ce service minimum d'accueil les jours de grève, il devient inutile de se déclara-

gréviste 48h avant la grève afin que ce service minimum d'accueil puisse se mettre en place. Ce qui signifie clairement que les enseignants doivent collaborer à la remise en cause du droit de grève ! On ne saurait être plus cynique ! La commune de Colomiers ayant décidé de ne pas organiser ce service minimum d'accueil les jours de grève, il devient inutile de se déclara-

gréviste 48h avant la grève afin que ce service minimum d'accueil puisse se mettre en place. Ce qui signifie clairement que les enseignants doivent collaborer à la remise en cause du droit de grève ! On ne saurait être plus cynique ! La commune de Colomiers ayant décidé de ne pas organiser ce service minimum d'accueil les jours de grève, il devient inutile de se déclara-

gréviste 48h avant la grève afin que ce service minimum d'accueil puisse se mettre en place. Ce qui signifie clairement que les enseignants doivent collaborer à la remise en cause du droit de grève ! On ne saurait être plus cynique ! La commune de Colomiers ayant décidé de ne pas organiser ce service minimum d'accueil les jours de grève, il devient inutile de se déclara-

gréviste 48h avant la grève afin que ce service minimum d'accueil puisse se mettre en place. Ce qui signifie clairement que les enseignants doivent collaborer à la remise en cause du droit de grève ! On ne saurait être plus cynique ! La commune de Colomiers ayant décidé de ne pas organiser ce service minimum d'accueil les jours de grève, il devient inutile de se déclara-

Et la force de nager à contre-courant. Il ne faut pas avoir peur de la margi-nalité. Car, plus que jamais et selon la belle formule de Jean-Luc Godard, " c'est la marge qui tient la page. " "

Alain Refalo, professeur des écoles

école Jules Ferry, Colomiers (31)

SDEN CGT, SE UNSA, SUD éducation

Pétition à l'initiative du SNUipp, SGEN CFTJ,

Je soutiens Alain Refalo